

Département des Hautes-Alpes — Deuxième Circonscription

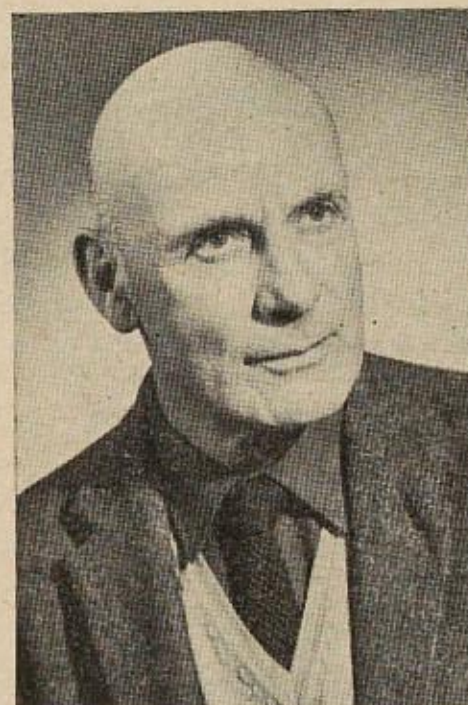
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

SCRUTIN DU 5 MARS 1967



M^e Pierre GRIMAUD

Avocat au Barreau des Hautes-Alpes



D^r Raymond MOREL

Médecin - Directeur "Chantoiseau"
BRIANÇON

présentés par la

Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

Maître Pierre GRIMAUD,

40 ans, est né à SAINT-BONNET-en-CHAMPSAUR, où son père tenait commerce de boulanger. Il est licencié en Droit, Diplômé d'Etudes Supérieures de Droit privé et d'Histoire de Droit Public. Il est Lauréat de la Faculté de Droit d'AIX-en-PROVENCE. Après ses études, il s'installe dans le Champsaur où il est greffier et huissier de Justice de Paix de SAINT-BONNET, SAINT-FIRMIN et ORCIERES. Rappelé en 1956 en qualité d'Officier de Réserve, il est affecté, pendant une année, à BRIANÇON, au 159ème B.I.A., sous les ordres du Colonel GONNET.

Depuis la réforme judiciaire de 1959, il est avocat au Barreau des Hautes-Alpes. Il dirige de nombreuses associations et il est notamment Vice-Président de la Fédération Départementale des Chasseurs des Hautes-Alpes.

Monsieur le Docteur Raymond MOREL,

59 ans, est né à NANTUA. Après ses études à la Faculté de Médecine de MARSEILLE, où il soutint sa thèse de médecine (pédiatrie), il s'installe à BRIANÇON dès 1941. Depuis, il n'a cessé d'œuvrer pour la station climatique. Membre de nombreuses sociétés médicales internationales, il compte notamment à l'actif de ses réalisations la Post-Cure de "Chantoiseau", avec reclassement professionnel, et l'Ecole d'Infirmières. Monsieur le Docteur MOREL est titulaire de nombreuses distinctions : Croix de Chevalier du Mérite Social, Chevalier dans l'Ordre du Mérite National, etc.....

Tous deux, avec ceux qui se sont groupés à leur côté, constituent l'équipe chargée d'appliquer le Programme de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste :

Une société de Citoyens Libres :

Tout dépend aujourd'hui de la volonté d'un seul. Nous lui opposons la volonté de tous, qui doit s'exprimer dans une **Société de Liberté**. Nous proposons :

La suppression de l'article 16 de la Constitution, un contrat de législature assurant la stabilité et l'efficacité dans la démocratie ;

La liberté de l'information, l'indépendance de la radio et de la télévision à l'égard de tous les pouvoirs ;

La reconnaissance effective des syndicats dans l'entreprise ;

L'épanouissement des libertés des communes, en leur attribuant les moyens réels de gérer leurs propres affaires.

Une économie de Progrès :

Une nation moderne doit avoir la volonté de développer le bien-être de tous, de répartir équitablement les résultats de la production, de reconnaître aux salariés, aux agriculteurs, aux intellectuels les droits qui sont les leurs et de respecter la priorité pour les besoins essentiels.

Un plan démocratique, discuté depuis la base locale jusqu'au niveau national, puis adopté par le Parlement pour la durée de la législature.

L'établissement d'une LOI-PROGRAMME POUR LES REGIONS DESHERITEES, comme celles de notre département.

La nationalisation des industries de l'armement et de l'espace et le contrôle strict de celles qui vivent surtout des crédits de l'Etat.

Une réforme fiscale qui satisfasse la justice sociale.

Une Agriculture moderne :

Une politique cohérente doit intégrer l'agriculture dans l'économie générale pour assurer aux agriculteurs une juste répartition des revenus. Nous proposons :

L'organisation du marché agricole dans le cadre de l'Europe et de l'aide au tiers monde ;

La hausse des revenus agricoles par la réforme de la distribution, le développement de l'enseignement agricole et l'association de l'agriculture aux industries alimentaires, le développement de la coopération et de l'équipement collectif ;

La création d'un Office National de la viande et du lait.

Les fondements de la Justice Sociale:

Une véritable démocratie ne peut se contenter d'affirmer les droits politiques : elle est tenue également de procurer les droits économiques et sociaux assurant les égalités essentielles, entre tous :

Le droit au travail, à la santé, au logement, par une REPARTITION EQUITABLE DU REVENU NATIONAL.

Citoyennes, Citoyens,

En vous prononçant massivement pour le programme de la Fédération et pour ses candidats, vous vous dresserez contre un régime de pouvoir personnel, de stagnation et de nationalisme, et vous choisirez :

Pierre GRIMAUD

Candidat

- la démocratie au service de l'homme,
- l'expansion au service de la justice sociale,
- l'Europe au service de la Paix.

VU : Le Candidat.

La promotion de la Femme :

La dignité de la femme sera reconnue pour assurer sa promotion personnelle, sa promotion professionnelle, sa promotion sociale et sa promotion juridique : ceci suppose l'abrogation de la loi de 1920, l'application de l'article 139 du Traité de Rome, qui consacre la règle : « à travail égal, salaire égal », une réforme du régime matrimonial et, pour toutes les femmes, le libre accès aux emplois et aux fonctions.

La priorité des priorités à l'Education Nationale :

L'enseignement crée l'expansion, assure l'emploi. A notre époque, les valeurs réelles s'appellent : science, technique, culture.

L'école doit préparer à la vie personnelle, professionnelle et civique. On s'est contenté d'endiguer le flot montant de la jeunesse au lieu de lui PREPARER L'AVENIR.

Des mesures urgentes s'imposent en vue de moderniser et de démocratiser l'enseignement. La Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste a la volonté de SERVIR LA JEUNESSE. En assurant la PRIORITE DES PRIORITES A L'EDUCATION NATIONALE, en mettant l'accent sur l'effort indispensable dans les domaines de la formation professionnelle et de la promotion sociale, en définissant une politique du logement et de l'urbanisme, en se prononçant pour une réforme du service militaire, en proclamant son attachement à la construction de l'Europe des Peuples, la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste propose les moyens de l'accueil des jeunes et de leur installation dans la vie, conditions indispensables d'une véritable politique de la culture, des sports et du loisir. C'est aussi un gage de PAIX.

La Paix est le bien le plus précieux :

L'arme atomique menace l'humanité.

Les plus grands savants et les plus hautes autorités spirituelles ont lancé à cet égard des avertissements solennels. Le devoir de tous est d'agir pour le règlement pacifique des conflits.

Nous proposons la renonciation à la force de frappe, la reconversion à des fins pacifiques de l'industrie atomique ; une action cohérente de la France en faveur du désarmement général, de la sécurité collective et de la coexistence pacifique ; une action énergique pour la CONSTRUCTION D'UNE EUROPE DES PEUPLES et l'aide au tiers monde.

Raymond MOREL

Suppléant

Impr. Carretier - Briançon